Le 23 mars on remet ça à SopraSteria

Les grèves de janvier, février et mars 2023 ont été d'une ampleur historique : **2,5 millions de personnes (selon la CGT) ont manifesté en France le 11 février et ont pu exprimer un rejet clair et profond** de l'injustice et de la brutalité du projet de réforme des retraites.

L'**intersyndicale unitaire** a appelé à une journée de grève et de manifestation **jeudi 23 mars prochain, avec l'objectif d'augmenter crescendo notre nombre pour gagner.**

Tout va bien, Macron valide et renforce sa méthode et son programme comme si de rien n'était : "on va continuer d'avancer à marche forcée". En ressortant les arguments de janvier et nous faisant à nouveau le coup de la "nécessité" d'une réforme retraite, à laquelle personne ne croit, le président montre qu'il vit dans une bulle de mépris. Du retrait de la loi retraite brutale, injuste et injustifiée, il n'est pas question.

Au contraire, il met son pied sur l'accélérateur sur sa politique ultra-libérale, et entend notamment avec la réforme sur le RSA (soumis à pressions et condition) puis nous a fait une liste à rallonge pour noyer le poisson. Nous le voyons, le pouvoir est fébrile : la mobilisation l'oblige à parler salaires et travail. Mais agiter un hochet devant le mouvement social ne nous fera pas perdre de vue que nous n'aurons rien sans mobilisation.

Il a eu le toupet de dire que les syndicats refusent toute réforme et qu'il y a une volonté de s'abstraire de la réalité. Puisqu'il le faut, voici la réalité :

- une grande majorité de la population et une ultra majorité des travailleuses et des travailleurs rejettent la loi retraite, l'exécutif est minoritaire partout,
- une énorme mobilisation sociale depuis des mois avec des millions de participant.es sous l'impulsion d'une intersyndicale unie et soudée,
- la multiplication, et encore plus depuis le 49.3, des débrayages, des grèves, des actions de blocage de l'économie, avec un soutien massif de la population,
- une répression policière d'une violence inouïe qui rappelle les violences policières subies dans les quartiers populaires, contre les syndicalistes depuis la loi travail ou contre les gilets jaunes.

Le président Macron prend une grave responsabilité : non seulement il abîme notre démocratie, non seulement il fait le choix de la violence contre le mouvement social mais en plus, en refusant de voir la réalité sociale, il ouvre les portes à l'extrême droite.

L'Union syndicale Solidaires condamne cette fuite en avant. Nous appelons – avec l'intersyndicale – l'ensemble des travailleuses et travailleurs, y compris en formation, privé.es d'emploi ou retraité.es, à rejoindre les cortèges du 23 mars. Nous condamnons les réquisitions qui sont des attaques au droit de grève.

Nous appelons à démultiplier les actions de blocage et renforcer les grèves.

Passons à un cran supérieur de lutte pour faire plier définitivement le gouvernement !



Dans nos métiers :

- L'âge de début de carrière est d'au moins 23 ans, ce qui donne une retraite à taux plein à 66 ans minimum et un départ au plus tôt à 64 ans avec 10 % de décote
- Les seniors sont poussés vers la sortie dès 50 ans : avec 34 ans d'âge moyen et seulement 75 départs à la retraite sur 13.000 salarié·e·s à SSG l'an passé, les seniors étant sortis des effectifs auparavant !
- Les mesures proposées (de type index) sont cosmétiques et inefficaces (voir l'indice égalité hommes femmes)
- C'est la ***8ème*** réforme des retraites en 30 ans !

Et la prochaine réforme : 70 ans ?

La retraites des femmes : une énième discrimination

- La pension de droit direct des femmes est inférieure de 42 % à celle des hommes
- Les femmes partent en retraite en moyenne un an plus tard que les hommes (rapport du COR en juin 2019)
- Une femme sur 5 attend 67 ans, l'âge d'annulation de la décote (contre un homme sur 12)
- 37 % des femmes retraitées (contre 15 % des hommes) touchent moins de 1.000 € de pension brute (909 € nets) , et cette situation continue à se dégrader du fait des réformes passées !

Débattons ensemble lors d'une réunion d'information et d'échange en distanciel **lundi 30 janvier à 12h30 sur :**

framatalk.org/intersyndicaleretraitessopra9yx4

Comment faire grève ? Sur un appel national, tout le monde peut faire grève sans craindre de sanction. Pas besoin de prévenir en avance l'employeur de l'absence, et sa durée est libre (1 heure, ▯ journée, 1 journée …) . **La seule obligation est d'informer de son absence en grève à son retour pour éviter une absence injustifiée**. Vous pouvez saisir l'absence à l'avance sur MyHR_4You ou bien commenter le CRA a posteriori pour y préciser la durée de l'absence. Vous pouvez prévenir le manageur (si vous le souhaitez) en lui envoyant un mail.

Les grands lieux de rendez-vous mardi

- Brest: aujourd'hui 26/01 18h retraite aux flambeaux place de la liberté
- Paris: Mardi 31 14 h Place d'Italie
- Nantes: 10h30 Miroir d'Eau
- Rennes: 11h Mail Mitterrand
- Toulouse : 10h place Saint Cyprien

- Lyon 14 h manufacture des tabacs
- Roanne 10h30
- Bordeaux 12h place des Quinconces
- Marseille 10h30 vieux port
- Orléans: 10h parvis de la cathédrale
- Albi 14h30 place du Vigan
- Lille: 14:30 Porte de Paris

… et partout en France.

Une question, un souci

Contactez vos élu'es Solidaires Informatique : soprasteria@solidairesinformatique.org

Newsletter Solidaires Informatique à diffuser largement autour de vous.

- Pour s'inscrire : diff-soprasteria-subscribe@listes.solidairesinformatique.org
- Pour se désinscrire : diff-soprasteria-unsubscribe@listes.solidairesinformatique.org